



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article816>

# Contribution de l'EE à l'entrée du CDFN

- FSU - CDFN - CDFN Antérieurs -



## Description :

La crise ? Tout va bien, merci... pour les actionnaires, les traders récompensés de leurs errances financières par une distribution record des entreprises du CAC 40 au titre de 2010 (40 milliards !). Pendant ce temps, la casse du code du travail, des services publics, de l'éducation, de ce qui met en jeu l'avenir de tous, se poursuit sous prétexte de politiques de rigueur qui vont accentuer les difficultés économiques. Après un mouvement exceptionnel sur les retraites du premier trimestre, le plus gros risque reste pourtant une résignation ou un attentisme vers des lendemains qui ne chanteront pas si on laisse faire...

**L'École Émancipée**

---

Le texte avec ses 3 « zooms » est téléchargeable en bas de page.

## Bonne année 2011 ?

La CGT n'est pas allée aux vœux de Sarkozy. Coup médiatique, sans doute, vu les enjeux en cours sur la représentativité syndicale dans le privé et le public mais aussi annonce incontournable après des semaines d'action interprofessionnelle sans résultats. Car, enfin, loin de s'être résigné à un minimum de dialogue social, le gouvernement a poursuivi ses coups de force et assumé sans états d'âme sa politique antisociale et sécuritaire (publication des décrets retraite, suppressions d'emplois, Loppsi...). Selon un sondage BVA début janvier, 61% de la population s'attend à une année 2011 marquée par difficultés économiques. Les préoccupations essentielles restent pouvoir d'achat et emploi. Remise en question des 35h (avec mention spéciale à l'ami des salariés M. Valls !), du statut de la Fonction Publique, de l'indemnisation du chômage..., l'UMP poursuit une campagne médiatique bien orchestrée pendant que le gouvernement légifère à tour de bras et que la majorité parlementaire suit. Les bons vœux de Chatel, Baroin ou autres, pour le service public et les salariés, on sait ce qu'il en est et ce qu'il en sera sans réaction sociale à la hauteur (et qu'on ne nous parle pas de cérémonies « républicaines » quand ce gouvernement bafoue chaque jour un peu plus la démocratie !).

## Qui sème la misère...

Partout dans le monde, les conséquences du capitalisme financier pèsent sur les populations et les états. Les pays européens ne sont toujours pas à l'abri de la spéculation sur leurs dettes et le doublement prévu du fonds de secours européen (1500 milliards !) ne résoudra pas à lui seul la fuite en avant vers toujours plus de plans de rigueur, toujours plus de pression sur l'emploi et les salaires et toujours moins de taxation pour les profits et les multinationales. On peut compatir avec des économistes de plus en plus « atterrés », mais il faudra bien trouver le moyen de résister à cette lame de fond néo-libérale et d'avancer des alternatives. Même la CES, par la voix de J. Monks, s'inquiète de la situation en Europe et de l'ingérence de la commission européenne dans la politique des États en difficulté (Irlande, Espagne...) y voyant un risque pour la démocratie.

## Quel syndicalisme face à l'offensive anti-sociale ?

La misère, les malversations au plus haut niveau gangrènent des pays entiers, faisant le terreau du racisme et du fanatisme religieux. L'Europe, les travailleurs européens ne pourront pas penser sortir seuls d'une situation créée et entretenue par le capitalisme mondialisé, qui, lui, soutient bien ses intérêts partout (comme Total en Côte d'Ivoire). Comment s'étonner des « révoltes sociales », (comme disent les journalistes) en Algérie ou surtout ces dernières semaines en Tunisie ? Comment ne pas être révoltés par les tirs sur les manifestants, les discours politiques pour gagner du temps. Si les télévisions et les radios ont couvert des affrontements sanglants, les gouvernements de l'Europe ont continué jusqu'à la fuite de Ben Ali de détourner poliment les yeux des atteintes à un minimum de démocratie. Parce qu'*in petto* beaucoup d'entre eux n'hésiteraient pas à faire de même sans l'histoire sociale en Europe ?

## Toujours en colère, sans résignation...

La réponse à la crise, à ses conséquences violentes passe d'abord par une modification radicale de la répartition des revenus, comme l'explique Michel Husson : « Moins de dividendes pour les actionnaires et plus de masse salariale pour payer les emplois créés et financer la protection sociale ; une fiscalité plus juste pour financer les emplois publics. » Elle ne fera pas l'économie d'un véritable affrontement social. C'est à cela que nous devons continuer à travailler, dans tous les secteurs, en saisissant toutes les occasions de batailles mais aussi d'explicitation auprès du plus grand nombre des enjeux économiques et politiques et du pouvoir d'un vrai « tous ensemble ». C'est ce qui a émergé cet automne en France dans l'opinion, c'est ce qu'il faut continuer à faire fructifier. Les échéances ne vont pas manquer, comme déjà le 15 janvier contre la LOPPSI, le 20 janvier contre la précarité, le 22 janvier dans l'éducation puis les États-Généraux des Services Publics les 29 et 30 janvier. « Fiers du Service Public », ce slogan fédéral doit prendre corps au-delà d'une campagne de communication ambitieuse. Les Services Publics, la Fonction Publique sont ouvertement menacés dans leurs moyens et leurs structures. La précarité prend de nouvelles formes et, notamment avec le CDI FP, sert de cheval de Troie à ceux qui ont déjà décidé qu'il n'était plus question de « fonctionnaires à vie ». cf. zoom 2- Précarité Fonction Publique : « négociations » vraiment ? Les transformations de fond à l'oeuvre au niveau de l'État, de ses ministères, des territoires posent des défis nouveaux au syndicalisme et particulièrement à une FSU essentiellement structurée sur un syndicalisme de la défense des personnels et de leurs statuts. On en voit d'ailleurs déjà des effets sur la préparation des élections professionnelles de l'automne 2011.

## Fiers du service public, prêts à le défendre....

Dans l'éducation, la journée nationale du 22 janvier, assez timide pour l'instant au vu des suppressions massives d'emplois et de la volonté de démanteler le service public, trouvera-t-elle des suites mobilisatrices et déterminées ? C'est l'enjeu d'un plan d'action articulant rapidement grève et manifestation nationale.

## Education : action, il y a de quoi !

Concernant la protection sociale, après avoir fiscalisé les indemnités des accidents du travail, le gouvernement poursuit sa politique de déremboursement, de réorganisation du schéma hospitalier à l'avantage des cliniques privées et même d'imposer un forfait aux étrangers dans le cadre de l'AME. La question de la « dépendance » se profile dans le prolongement du dossier retraites avec volonté gouvernementale d'ouverture aux assurances privées et d'individualisation du risque en rupture totale avec les principes de solidarité.

**Le syndicalisme trouvera-t-il les ressources pour prévenir et contrer les nouvelles agressions ?** Une ré-actualisation de la plate-forme interprofessionnelle est en cours, espérons que malgré les divisions bien visibles dans nombre de secteurs, elle puisse aboutir. **Car il s'agit bien maintenant et, sans attendre 2012 comme tant nous le serinent, de trouver un nouvel élan qui donne confiance aux salariés dans l'action collective.**